

LA CONTINUITÉ ENTRE LA SÉCURITÉ SOCIALE ET LA PROTECTION SOCIALE



La Sécurité sociale assure la couverture de base des risques « maladie, maternité, invalidité, décès », « accidents du travail, maladies professionnelles », « vieillesse » et « famille ». D'autres formes de solidarité assurent la sécurité économique de l'individu ou de sa famille face à la survenance des risques sociaux : l'ensemble de ce périmètre constitue la protection sociale.

Apporter un soutien aux plus démunis à travers des mécanismes de solidarité nationale

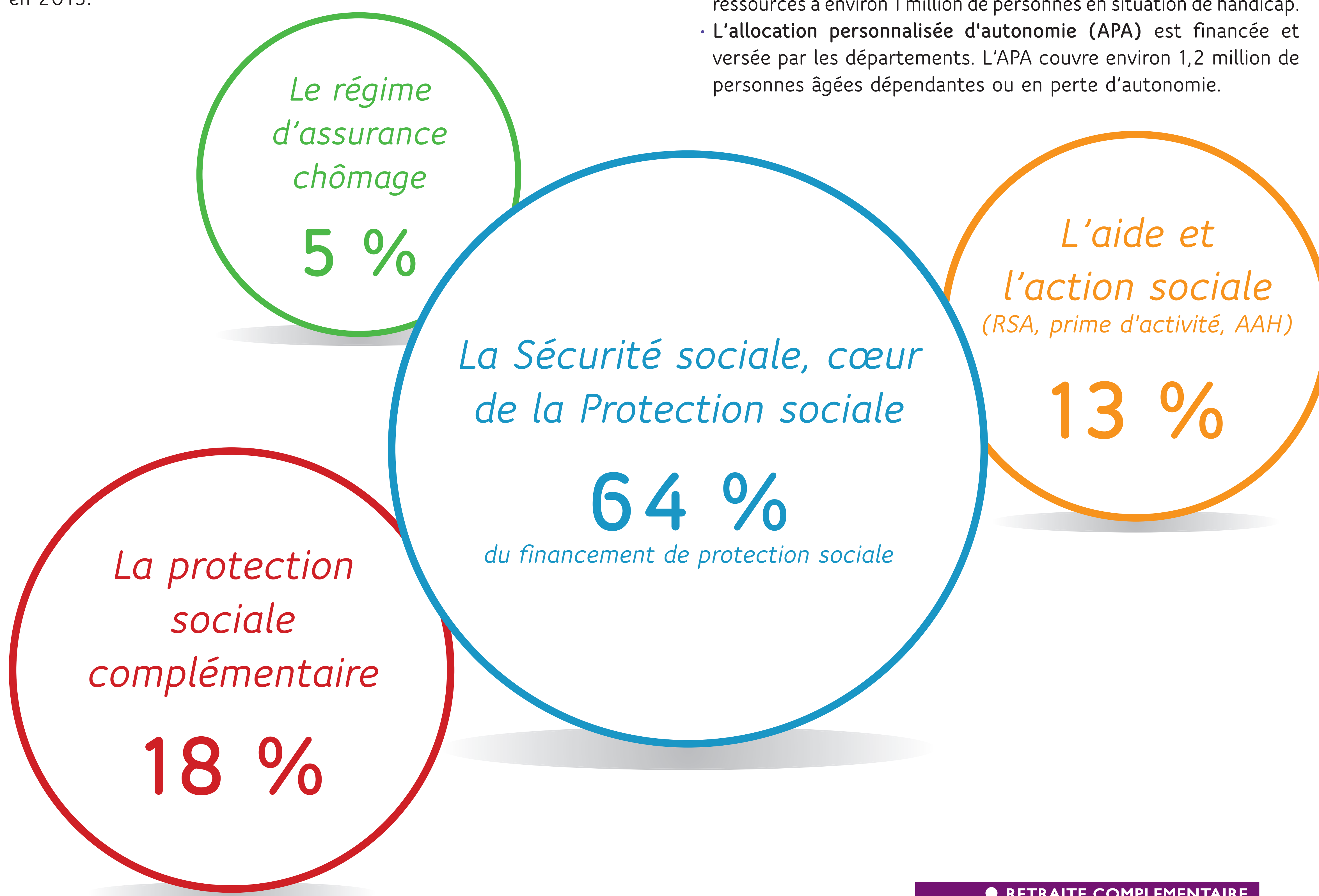
L'aide sociale est financée par l'État et le département. Elle est axée sur quatre volets : l'insertion, l'enfance, la vieillesse et le handicap.

Principaux dispositifs mobilisés

- Le **revenu de solidarité active (RSA)** est pris en charge par les conseils généraux. Versé par les CAF et les MSA, le RSA assure un revenu minimum à plus de 2,3 millions personnes.
- L'**allocation aux adultes handicapés (AAH)** est financée par l'État. Versée par les CAF ou les MSA, l'AAH assure un minimum de ressources à environ 1 million de personnes en situation de handicap.
- L'**allocation personnalisée d'autonomie (APA)** est financée et versée par les départements. L'APA couvre environ 1,2 million de personnes âgées dépendantes ou en perte d'autonomie.

Indemniser les salariés de l'industrie et du commerce privés involontairement d'un emploi

Géré par « Pôle emploi », le régime d'assurance chômage verse des allocations à près de 3 millions de demandeurs d'emploi, en 2013.



Source : comptes de la Protection sociale, année 2013

Assurer une couverture supplémentaire aux risques pris en charge par la Sécurité sociale

- **Agirc-Arcco**
Retraite complémentaire des salariés : 14,6 millions de bénéficiaires en 2013 ; ces organismes versent les retraites complémentaires des salariés ouvriers et cadres du secteur privé.
Retraite complémentaire obligatoire (RCO) des non-salariés agricoles : 730 000 bénéficiaires.
- **Les complémentaires santé** individuelles ou collectives (Mutuelles, Institutions de prévoyance et Sociétés d'assurance) financent aujourd'hui près de 14 % des dépenses de santé, en complément de la Sécurité sociale. La loi du 14 juin 2013 sur la sécurisation de l'emploi généralise la couverture complémentaire.

Responsabilité

Modernité

Innovation

Unité

Continuité

Performance

Qualité

Solidarité

Adaptabilité

Universalité

Sécurité

RETRAITE COMPLÉMENTAIRE
agirc et arrco

